



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

portant changement d'exploitant pour la carrière et les installations de traitement de matériaux sur la commune de Saint-Michel-de-Rieuffret (33 720) autorisés par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2009 délivré à SOCEM puis transféré à AUDOIN & FILS, au profit de HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS, dont le siège social est situé à Courbevoie (92 400)

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 à R. 181-47 et R. 516-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2009 délivré à SOCEM pour l'exploitation d'installations de carrière et les installations de traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Saint-Michel-de-Rieuffret (33 720) au lieu-dit « Les Bouchons » ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2018 transférant l'autorisation d'exploiter de SOCEM à AUDOIN & FILS ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 mettant à jour les conditions de remise en état final du site ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2023 mettant en demeure AUDOIN & FILS de régulariser la situation administrative du site au regard des modifications des conditions d'exploitation de remise en état constatées lors de l'inspection du 31 mai 2023 ;

VU la demande d'extension et de prolongation de l'autorisation d'exploiter déposée par AUDOIN & FILS le 28 novembre 2023 ;

VU la décision préfectorale du 26 décembre 2023 soumettant le projet d'extension et de prolongation à évaluation environnementale ;

VU la demande de changement d'exploitant déposée par Heidelberg Materials France Granulats le 30 janvier 2026 ;

VU le courriel transmis au pétitionnaire le 11 février 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le présent projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU le retour du pétitionnaire par courriel du 12 février 2026 dans lequel il indique ne pas avoir d'observations quant au projet du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté d'autorisation d'exploiter est échu depuis le 24 janvier 2024, le présent arrêté ne constitue donc qu'un transfert de responsabilité du site sans droit d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que le transfert de responsabilité du site inclut les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 juillet 2023 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire présente des capacités techniques et financières cohérentes avec les conditions d'exploitation et de remise en état autorisées jusqu'au 24 janvier 2024 ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire n'est pas en mesure de joindre à sa demande de changement d'exploitant un acte de cautionnement attestant de garanties financières du fait de l'absence d'autorisation en vigueur ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire a joint à sa demande un calcul des garanties financières mis à jour au regard de la situation réelle du site ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation du gisement et la remise en état du site ne sont pas terminées et qu'il est donc nécessaire que Heidelberg Materials France Granulats se positionne quant aux conditions de remise en état sur lesquelles il s'engage et qu'un arrêté préfectoral autorise ces travaux avant le début des opérations ;

CONSIDÉRANT que la décision préfectorale du 26 décembre 2023 susvisée a soumis à évaluation environnementale le projet d'extension et de prolongation déposé par le précédent exploitant et que l'autorisation initiale est échue depuis le 24 janvier 2024 ;

CONSIDÉRANT de ce qui précède que les projets d'extension et de prolongation de l'autorisation seront considérées comme substantielles et nécessiteront de ce fait une nouvelle autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le transfert de responsabilité du site inclut l'obligation de remise en état du site qui, à défaut d'une nouvelle proposition technique d'Heidelberg Materials France Granulats, doit être conduite dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 janvier 2009 susvisé et ayant fait l'objet d'une consultation du public, mises à jour par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 susvisé ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE 1 — BÉNÉFICIAIRE ET GÉNÉRALITÉS

La responsabilité du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2009 est transférée à la société Heidelberg Materials France Granulats, dont le n° SIREN est 572 165 652 et dont le siège social est situé Tour Alto, 4 place des saisons, 92 400 Courbevoie en lieu et place de AUDOIN & FILS.

La carrière et les installations de traitement de matériaux objets dudit arrêté du 23 janvier 2009 sont situées sur le territoire de la commune de Saint-Michel-de-Rieuffret (33 720) aux lieux-dits « Les Bouchons », sur les parcelles cadastrales suivantes de la section B : 304 pp, 305 à 308, 318 pp, 319, 321 et 322 pp.

ARTICLE 2 — GARANTIES FINANCIÈRES

En vue de la remise en état du site dont les modalités seront définies dans un arrêté distinct, Heidelberg Materials France Granulats remplit l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L. 516-1 du code de l'environnement sous un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière est fixé à 222 150 €, sur la base de l'indice TP01 dont la valeur est de 130,8 (novembre 2025).

ARTICLE 3 — DOSSIER TECHNIQUE DE REMISE EN ÉTAT

Heidelberg Materials France Granulats dépose sous trois mois un dossier technique complet et recevable de remise en état du site contenant un échéancier et au besoin une réévaluation des garanties financières. Les travaux afférents ne peuvent être réalisés que s'ils sont autorisés par un arrêté préfectoral qui en fixe les modalités.

À compter de l'échéance de l'alinéa précédent et à défaut de dépôt de dossier, Heidelberg Materials France Granulats met en œuvre et achève sous 18 mois la remise en état dont les conditions sont fixées à l'article 4 du présent arrêté.

ARTICLE 4 — REMISE EN ÉTAT PAR DÉFAUT EN L'ABSENCE DE NOUVELLE PROPOSITION

L'état final du site est tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état est réalisée conformément au plan annexé au présent arrêté en respectant les dispositions suivantes :

- les fronts sont modelés en pente douce (rapport hauteur : largeur entre 1 : 3 et 1 : 2) ;
- le fond de fouille est nivelé ;
- des rampes d'accès en pentes douces sont aménagées ;
- des espèces végétales sont plantées en favorisant les espèces déjà présentes sur le site.

ARTICLE 5 — PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 6 — DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 7 — EXÉCUTION

Le présent arrêté est notifié à Heidelberg Materials France Granulats.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
 - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
 - Monsieur le Maire de la commune de Saint-Michel-de-Rieuffret (33 720),
 - Monsieur le sous-Préfet de Langon,
- qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le 17 FEV. 2020

Le préfet
Pour le préfet
Le Sous-Préfet, directeur de cabinet,

Gregory LECRU

Annexe : plan de remise en état final par défaut en l'absence de nouvelle proposition

